



ÉTATS-UNIS

Conséquences économiques de l'élection de mi-mandat

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une élection présidentielle, les élections au Congrès américain ne suscitent pas le même intérêt public. Elles ont tout de même une certaine importance, car elles décident du sort de l'ensemble des 435 postes de représentants (élections aux deux ans) et du tiers des sénateurs (élections aux six ans). Il faut aussi ajouter la multitude d'autres postes électifs régionaux ou locaux. Cette fois, les résultats pourraient avoir une incidence plus grande sur la conjoncture économique. Depuis 2010, la Maison-Blanche de Barack Obama devait composer avec un Congrès divisé entre une chambre des représentants à majorité républicaine et un Sénat démocrate. Ce dernier est maintenant passé aux mains des républicains.

Les relations du président avec le Congrès étaient déjà compliquées comme l'ont prouvé les multiples crises de politique budgétaire qui ont eu lieu depuis 2010 et qui ont culminé avec le *shutdown* de l'automne 2013. La situation risque maintenant de s'envenimer, ce qui pourrait nuire à la conjoncture économique qui profite en ce moment d'une nette amélioration de la confiance des ménages et des entreprises. À très court terme, l'entente de décembre 2013 qui établit une paix budgétaire jusqu'à la fin de l'exercice 2015 devrait subsister. Toutefois, un premier test de la solidité de ce pacte pourrait avoir lieu à l'hiver prochain alors que s'approchera la date butoir du 15 mars 2015, où le plafond légal de la dette fédérale reviendra en fonction. Normalement, un nouveau plafond plus élevé ou une nouvelle période « sans plafond » devrait être adopté, mais il n'est pas exclu que le nouveau Congrès demande de nouvelles compressions budgétaires. Une répétition des crises politiques de l'été 2011, ou pire, de l'automne 2013 risquerait de refaire tomber la confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs. Cela pourrait aussi survenir à la fin du présent exercice budgétaire 2015 qui a débuté au 1er octobre dernier et qui s'étend jusqu'au 30 septembre prochain.

Un nouveau bras de fer de ce genre serait d'autant plus paradoxal que la situation financière du gouvernement fédéral s'est grandement améliorée. L'exercice 2014 s'est conclu avec un déficit de 483 G\$ US. En 2012, le déficit était plutôt de 1 089 G\$ US. La vigilance budgétaire reste appropriée,

mais, à court terme, de nouvelles vagues de compressions sévères accompagnées d'un climat d'incertitude politique plus élevée risqueraient de fragiliser une reprise économique qui commence à peine à être convaincante.

Il faut se rappeler que le nouveau Congrès ne pourra pas imposer tout ce qu'il veut à la Maison-Blanche. Barack Obama continue de disposer de son droit de veto et la majorité républicaine n'est pas suffisante pour outrepasser cette prérogative présidentielle. De plus, comme les républicains ne disposent pas d'une super-majorité au Sénat (60 sièges), les démocrates pourront mettre des bâtons dans les roues de l'agenda républicain comme ces derniers l'ont fait à plusieurs reprises au cours des dernières années. De la même manière, il serait étonnant que les tentatives d'*impeachment* du président aillent réellement de l'avant malgré les souhaits d'une certaine frange du Parti républicain. La majorité républicaine pourra cependant s'opposer encore plus facilement à certaines politiques économiques qu'Obama désire faire avancer comme l'augmentation du salaire minimum, le prolongement de certains programmes d'assurance-chômage et de nouveaux investissements en infrastructures.

D'un point de vue plus positif, l'avènement d'un Sénat républicain devrait aider le président à aller de l'avant dans la poursuite d'accords de libre-échange, notamment avec l'Union européenne et avec un groupe de pays d'Asie. Les démocrates du Sénat n'appuyaient pas vraiment le président dans ses démarches.

Implications : À moins de reniement de l'entente budgétaire de 2013, la nouvelle majorité républicaine du Sénat ne devrait pas trop affecter la croissance à très court terme. Toutefois, il sera encore plus difficile pour Obama d'avancer ses propres initiatives économiques. Il faut espérer que d'autres crises de politique budgétaire ne surviendront pas, ce qui est heureusement probable, car, avec les yeux rivés sur l'élection présidentielle de 2016, républicains et démocrates devront jouer de prudence.

Francis Généreux
Économiste principal

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef

Mathieu D'Anjou

Économiste principal

Benoît P. Durocher

Économiste principal

Francis Généreux

Économiste principal

Jimmy Jean

Économiste principal

Hendrix Vachon

Économiste senior

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com